

**1991**

**POUR ÉVITER UN AUTRE OKA**



C'est évident que l'on va vers une collision frontale. Les cri, acculés au pied du mur, sont tentés de jouer à fond la contradiction Québec-Canada, le grand affrontement de l'heure sur la scène canadienne, qui retient toute l'attention médiatique et seul capable de provoquer les émotions nécessaires à des revirements à 180 degrés nécessaires à la cancellation de Grande-Baleine. Si c'est de la démagogie que de faire des émissions de télévision intitulée "Disparaître" à propos du Québec, ce ne le serait pas pour les cri menacés d'invasion imminente de la "horde blanche" venue du Sud (voir l'entrevue de Luis Eguren dans ce dossier). Pour les cri, le combat contre Baie James II, c'est la dernière manche. Avec l'élection du radical non-violent Ovide Mercredi à la tête de l'Assemblée des premières nations, lui-même un cri du Manitoba, le dossier Grande-Baleine va devenir leur priorité.

En cas du maintien de l'intransigeance du gouvernement Bourassa et de l'indifférence continue de la majorité des québécois du Sud, il est plus que probable que l'Assemblée des premières nations et peut-être le Grand Conseil des cri aillent jusqu'à faire le jeu des ultra fédéralistes qui parlent de briser le Québec en morceaux en cas d'indépendance. Déjà Elija Harper, le pourfendeur de Meech, en manchette des nouvelles radiophoniques de CBC du 24 juin, rappelle que 85% du territoire québécois appartient aux autochtones et qu'il ne laissera pas tomber le Canada. Qui saurait les blâmer d'employer les moyens du désespoir, même sachant fort bien que ces ultra fédéralistes se retourneront éventuellement contre eux?

Même si le leadership cri finissait par capituler contre une poignée de dollars, suite à un rapport de force des plus défavorable, comme en 1975, le précédent mohawk risque alors d'être perçu comme la seule alternative, surtout chez les jeunes. Après avoir employé tous les moyens non-violents, qui, alors, leur jettera la pierre pour s'insurger contre l'envahissement de leur territoire par les bulldozers protégés par la SQ et l'armée?

Aujourd'hui, les cri font des pieds et des mains pour utiliser à fond le système judiciaire des blancs, malgré toutes leurs réserves, et nouer toutes les alliances avec les opposants de Grande-Baleine tant aux ÉU qu'au Canada. Avouons-le franchement, jusqu'ici, sauf dans les milieux environnementaux et quelques cercles syndicaux, leur appel aux secours et à lutter ensemble contre un projet préjudiciable à tous ne fait pas de vagues, malgré la récente tournée québécoise de la Coalition pour un débat public sur l'énergie [CDPE].

Pensons-nous franchement libérer la nation québécoise sur le dos des premières nations et de la nature? Allons-nous répéter l'erreur des patriotes en 1838? Ceux de Châteaugay, à la recherche de fusils, au lieu de proposer une alliance au mohawk de Kahnawake, décidèrent de s'emparer de leur stock d'armes par la ruse et par la force. Qui croyait prendre fut pris par plus malin et livré aux autorités britanniques de Montréal. L'isolement des mohawk dans un contexte de guerre civile et le rejet de fait par les patriotes les obligèrent à ne pas se mettre à dos les "bureaucrates" au pouvoir, prêts au saccage et aux règlements de compte après leurs victoires de St-Charles et St-Eustache.

Aujourd'hui, la position de la nation crie est claire. Luis Eguren nous l'a dit dans son interview à Option Paix: "Le territoire est aux cri. Les terres au nord de Val d'Or furent rattachées au Québec en 1898 et 1912 à la condition de régler avec les autochtones la question territoriale. [...] Le nord du Québec appartient aux autochtones." Par contre, il a ajouté: "Les cri sont pacifiques. [...] Les cri veulent rester au Québec. Mais si on les buldoze, que peuvent-ils faire?" C'est limpide. Aux québécois du sud de jouer maintenant. La balle est dans notre camp. Pour paraphraser Karl Marx: une nation qui veut se libérer ne saurait en annihiler une autre.

En exerque

**Pensons-nous franchement libérer la nation québécoise sur le dos des premières nations et de la nature?**

## LE SYNDRÔME BRÉSILIEN

MB - Déjà, en 1990, près du quart de l'électricité produite au Québec servait uniquement pour les exportations et pour les alumineries. En 1996, ce sera presque 30% et même plus du tiers si on ajoute la part des contrats secrets hors aluminium. En 1996, le Québec devra produire l'équivalent d'une Grande-Baleine de plus en électricité qu'en 1990 pour simplement satisfaire l'accroissement de la demande de la part des États-Unis et de la bande des 13 (celle des contrats secrets) durant cette même période. Avant même la mise en service de Grande-Baleine, prévue pour 1998-2000, on aura hypothéqué la capacité d'emprunt du Québec de plus de 16 milliards \$, bouleversé l'écologie du bassin de deux fleuves, compromis l'avenir des nations crie et inuit, et peut-être même provoqué un affrontement avec ces nations.

Ces emprunts coûtent très chers au peuple québécois. Au 31 décembre 1990, la dette d'Hydro-Québec totalisait 25.6 milliards \$ sur laquelle la société d'État devait payer un intérêt moyen de 11%, soit 2.8 milliards \$. Plus de la moitié de cette dette est contractée sur les marchés étrangers, surtout étatsunien. Les frais d'intérêt représentaient 48% du produit des ventes totales d'électricité de 5.8 milliards \$. Pour 1990, si Hydro avait déduit de ses bénéfices bruts la partie capitalisée de ses frais d'intérêt son bénéfice net n'aurait été que de 19 millions \$ au lieu de l'officiel 404 millions \$. Cette dette importante, loin de se stabiliser, s'est accrue de 11.3% en 1990 (2.6 milliards \$). Ce taux d'accroissement de l'endettement, loin d'être exceptionnel, préfigure les deux prochaines décennies. En même temps qu'il est à compléter la phase II de l'harnachement du bassin de la rivière La Grande, Hydro veut lancer les travaux de Grande-Baleine dès cette année, puis ceux de la haute St-Maurice, de la Ste-Marguerite sur la Côte Nord, de l'Ashuapmushan au Lac St-Jean et surtout des rivières Nottaway-Broadback-Rupert à la Baie James, avant l'an 2,000 pour la plupart. Comme Hydro-Québec s'autofinance à seulement 25%, elle devra plus ou moins tripler sa dette d'ici 10 ans pour se payer son plan d'équipement de 62 milliards \$ annoncé en 1990 dans sa "Proposition de plan de développement 1990-1992, horizon 1999".

Ce seront, bien sûr, les consommateurs d'électricité et, en dernier recours, les payeurs de taxe québécois qui, bon an mal an, devront payer ces 8 ou 10 milliards d'intérêts, soit l'équivalent d'environ 1,000 \$ par habitant du Québec, qu'il faudra trouver chaque année à partir de l'an 2,000. Les acheteurs étatsuniens et les multinationales des contrats secrets, grâce à leurs ententes à long terme, se sont prémunis contre toute mauvaise surprise. Qui nous garantit, cependant, l'exactitude des prévisions de coûts des grands projets de barrages? On aura d'autant plus raison de s'inquiéter qu'Hydro refuse de rendre public ses études de coûts pour Grande-Baleine, malgré une demande d'injonction du Grand Conseil des Cri à cet effet, et qu'en 1972, Hydro évaluait à 1.5 milliard \$ le coût de développement de la phase I de La Grande, qui finit par totaliser 15 milliards \$ en 1985. Qui nous garantit que le marché de l'aluminium ne restera pas mauvais la plus grande partie du temps, comme c'est d'ailleurs le cas actuellement, permettant aux alumineries d'acheter leur électricité bien en-deçà du coût moyen? Qui nous dit qu'il n'y aura pas une

nouvelle longue période de sécheresse comme celle de 1985-1990, causant encore un manque d'eau dans les réservoirs (faible hydraulicité)? Qui nous dit, enfin, que le pool des compagnies privées de l'État de New-York et du Vermont achèteront l'électricité promise une fois les barrages construits, sachant la fragilité de l'économie étatsunienne et la popularité grandissante des programmes de conservation au sud de la frontière, connaissant surtout aussi les rapports de forces entre les ÉU et le Canada?

Déjà les tarifs d'électricité ont augmenté de 7.5% en 1990 comme en 1991. Hydro veut continuer de les augmenter de 1% plus que l'inflation chaque année. Mais déjà le président Drouin parle de 9% pour 1992 sous prétexte que Québec veut venir puiser 150 millions \$ dans les coffres de la société d'État. Le cercle vicieux brésilien vient-il de commencer? Pour payer nos dettes à l'impérialisme, allons-nous piller notre Amazonie, le Nouveau-Québec, nous enfonçant davantage dans les dettes,...

En exerque

**À partir de l'an 2,000, chaque année, Hydro-Québec paiera 1,000 \$ par Québécois en frais d'intérêt**

## LES CONTRATS SECRETS, CADEAU AUX MULTINATIONALES

MB - Le gouvernement Bourassa a signé treize ententes "secrètes" avec autant d'alumineries et autres industries énergivores. Dans son éditorial de samedi, 20 avril, Alain Dubuc, éditorialiste de La Presse, s'en prend aux "demi-vérités parlementaires" parce qu'elles mettent en lumière les premières années des contrats secrets, plus désavantageuses pour Hydro-Québec que les dernières années. Pourtant la sagesse populaire nous dit qu'"Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras". Cela semble aussi être l'avis de plusieurs cadres d'Hydro-Québec qui, sous le couvert de l'anonymat, doutent fortement que la société d'État puisse recouvrer les impressionnants rabais des premières années au terme des contrats dits "à risques partagés". Et le journaliste Rudy Le Cours (La Presse) de commenter que cette formule "représente le moyen le plus subtil de venir en aide à des entreprises... sans donner l'impression qu'il y ait eu subventions." L'entente avec Norsk-Hydro révèle que cette transnationale norvégienne n'a payé, de 1988 à 1990, que 30% du tarif payé par le québécois moyen (40% du tarif grande puissance). En un mot, Hydro-Québec a donné à Norsk plus de la moitié de l'électricité dont elle avait besoin.

C'est seulement de 2005 à 2013 que Norsk-Hydro paiera le tarif grande puissance, soit 75% du tarif normal, ou davantage pour rembourser les subventions des premières années, tout dépendant du prix du magnésium sur le marché mondial. À voir. Toujours selon l'article de Rudy le Cours, Hydro-Québec s'est engagé pour la première fois dans la formule "à risques partagés" avec Québec Fer et Titane "qui réclamait des assouplissements à ses dépenses d'électricité, faute de quoi elle refusait de se moderniser et menaçait de fermer boutique et de plier bagage." Et si Norsk avait l'idée d'un pareil chantage lors de la prochaine récession? On peut parier qu'il y en aura une ou deux durant les quinze prochaines années!

Duplessis vendait le fer de la Côte-Nord à 1 cent la tonne. Hydro-Québec vend le kilowatt-heure à 1.5 sous. Après le cycle de la Révolution Tranquille sommes-nous revenus au point de départ? Au moins la cent de Duplessis était-elle une redevance qui allait directement dans les coffres de la province alors que le 1.5 sous d'Hydro ne paye même pas le coût moyen de production. C'est à peine plus que la moitié. Même dans l'hypothèse plus qu'optimiste où Hydro recouvrerait au bout de 25 ans le tarif grande puissance à 3.1 sous le kwh, celui-ci est bien en-dessous du coût marginal du développement de Grande-Baleine de 4.4 sous le kwh. Pourtant, c'est essentiellement pour satisfaire à la demande supplémentaire des 13 contrats secrets qu'Hydro développe Grande-Baleine.

En exergue

**Hydro-Québec donne à Norsk-Hydro plus de la moitié de son électricité**

## GRANDE-BALEINE ET L'EMPLOI

MB - On obtiendrait, en emplois temporaires pour Grande-Baleine, selon d'optimistes pronostics gouvernementaux, 63,000 personnes-années pour la construction des barrages (4 à 5,000 directement sur les chantiers) et 45,000 personnes-années, directes et indirectes, pour la construction des alumineries. Une fois le tout mis en place, nous nous retrouverons avec 10,800 emplois permanents dans quelques alumineries dans la "vallée de l'aluminium" qui pollueront le St-Laurent encore un peu plus, soit l'équivalent de trois mois de création net d'emplois au taux de la période 1986-1990. À ce compte, chaque emploi permanent coûtera donc un peu plus de 1 million \$. En plus, aux dires du professeur Jean-Thomas Bernard, directeur du Groupe de recherche en économie de l'énergie de l'Université Laval, les termes des contrats secrets avec les quatre alumineries ABI, Reynolds, Alumax et Alouette entraîneront un manque à gagner de 300 millions \$ par année à Hydro, soit l'équivalent d'une subvention de 200,000 \$ par emploi créé. Généralement, d'ailleurs, les dépenses reliées à l'hydro-électricité sont relativement peu productrices d'emploi. Hydro-Québec se vante d'injecter dans l'économie québécoise l'équivalent de 4.6% du produit intérieur brut mais passe sous silence que cela ne représente que 2.5% de l'emploi total.

Mais la rentabilité de toute l'affaire, nous disent en chœur le gouvernement et Hydro, ce sont les emplois en amont et en aval que nous amèneront la locomotive des alumineries. "Les industries de transformation primaire des métaux sont très gourmandes en capital, mais fort peu en main d'oeuvre. La création d'emplois commence surtout en aval, dans la transformation secondaire : le passage du lingot d'aluminium aux feuilles, tiges, câbles. Puis, de là, aux pièces d'automobiles ou d'avions. [...] L'ennui, c'est que des lingots aux avions, il y a comme un chaînon manquant. Alors que le Québec est déjà le deuxième producteur mondial d'aluminium, Canadair, constructeur aéronautique installé à Montréal, importe la quasi-totalité des feuilles d'aluminium laminé à chaud et autres matériaux légers qui composent l'essentiel de ses Challenger, Regional Jet et autres appareils. [...] « Il y a sûrement de l'aluminium produit au Québec qui finit dans nos avions », s'excuse presque M. Knappen, [porte-parole de Canadair]. Mais entre-temps, la valeur ajoutée l'a été au sud de la frontière." (Le Devoir, 6/05/91)

Bien que l'Alcan produise beaucoup d'aluminium au Québec depuis 50 ans, sa transformation secondaire, selon les chiffres du ministère de l'Industrie et du Commerce, n'occupe encore que 1985 personnes dans la belle province. En 1992, contre 5 personnes dans la fabrication de lingot d'aluminium, le Québec en embauchera une seule dans la transformation secondaire. "Inversement, les États-Unis comptent 7 fois plus d'emplois dans la transformation secondaire de l'aluminium que dans la fabrication de simples lingots." Rien d'étonnant à cela de dire François Ghali, directeur des communications à la Société générale de financement, puisque "la transformation secondaire de l'aluminium se fait traditionnellement sur les lieux de consommation du produit fini plutôt que sur les lieux de production de l'aluminium primaire. Il est plus facile et moins coûteux d'expédier des lingots que des bicyclettes..."

Y a-t-il espoir d'un virage à 180 degrés? Rien dans les contrats secrets n'oblige les multinationales étrangères de l'aluminium à créer un seul emploi dans la transformation secondaire. Pourtant, la générosité du gouvernement québécois eu égard au prix de l'électricité aurait dû l'y encourager. La multinationale étatsunienne Reynolds, au lieu de construire une usine de jantes de roue d'aluminium pour automobile à Louiseville, comme promis lors de la campagne électorale de 1989, en a plutôt acheter une en Ontario! Une filiale de Norsk-Hydro, dont le siège sociale est à Toronto, ne promet pas de construire au Québec une future usine de jantes de roue de magnésium. Depuis la crise du pétrole de 1973, la production primaire de métaux n'intéresse plus les pays développés, qui tentent même de s'en débarrasser (le Japon par rapport à l'aluminium), parce que trop énergivore, polluante et surtout pas assez profitable. On laisse ce champ économique à certains pays semi-industrialisés du tiers monde (par exemple le Venezuela, l'Arabie Saoudite et le Brésil en ce qui concerne l'aluminium), à l'Australie et ... au Canada.

Les possibilités de transformation secondaire vont encore s'amenuiser dans un proche avenir lors de la mise en place du libre-échange canado-étatsunien-mexicain. Les bas salaires du Mexique vont drainer l'industrie des pièces pour automobiles et leur assemblage, industries qui s'annoncent les plus prometteuses pour l'utilisation future de l'aluminium. Déjà que celles-ci sont à peu près absentes du Québec par rapport à l'Ontario et aux États-Unis. Comme l'acier, l'aluminium est en passe de devenir une matière de base dinosaure pour produits dinosaures fabriquée dans des pays retardataires. L'avenir, ce sont la céramique et les matériaux composites contre tous les métaux; le transport en commun, le TGV et un nouvel aménagement des villes contre l'auto et même l'avion.

En exerque

**Chaque emploi permanent coûtera un peu plus de 1 million \$**

## LE QUÉBEC A-T-IL BESOIN DE PLUS D'ÉLECTRICITÉ?

MB - Aurions-nous à ce point besoin d'électricité que La Baie James II et toutes ses conséquences négatives seraient inévitables? "La consommation totale d'énergie au Québec n'a pas augmenté depuis 1973 [...] malgré une augmentation du produit intérieur brut de 55% durant la même période. En 15 ans, la consommation moyenne par habitant a diminué de 5.26 tep [tonnes-équivalent-pétrole] à 4.81 tep." (Jean-François Turmel du mouvement Au Courant dans La Presse, 14/03/91) Par contre, la grossière sur-estimation de la demande d'électricité par Hydro (doublement à tous les 10 ans) pour justifier la construction du projet Baie James I dans les années 70 avait créé un surplus de puissance de 5,000 mégawatts (l'équivalent de 4 Manic-5 ou d'un LG-2) au début des années 80. Avec un coût marginal de zéro, Hydro s'est lancé dans le "tout électricité", faisant passer cette source d'énergie de 19.5% à 39.3% du bilan énergétique du Québec de 1971 à 1989, quitte à promouvoir l'électricité pour le chauffage contre la logique de la deuxième loi de la thermodynamique et du coût de transport à longue distance (25% du coût des équipements totaux). Rien d'étonnant que grâce à un marketing agressif, doublé de généreuses subventions, la demande d'électricité se soit accrue de 50% de 1982 à 1990. Malgré cela, les ventes d'électricité au Québec par Hydro-Québec ont diminué de plus de 4% de 1988 à 1990.

Nul doute alors que la quasi saturation du marché du chauffage électrique et l'annulation des contrats d'exportation (possible sans pénalité jusqu'à la fin novembre 91) permettraient au minimum de se dispenser de barrages pour une bonne dizaine d'années.

Ce délai assurerait plus que le temps nécessaire pour faire un débat public sur la politique énergétique du Québec que Libéraux et Péquistes refusent depuis 15 ans. C'est ce constat qui a amené la Coalition pour un débat public sur l'énergie, dont sont membres le Grand Conseil des Cri, le Conseil Attikamekw-Montagnais, la CEQ, le syndicat des cols bleus de la ville de Montréal et la quasi totalité des groupes environnementalistes québécois, à réclamer un tel débat accompagné d'un moratoire sur les travaux de Grande-Baleine. On ne saurait, en effet, discuter sereinement de l'aménagement de la maison pendant que d'autre part on la démolit! On pourrait alors examiner à fond l'alternative de l'efficacité énergétique.

## UNE STRATÉGIE ALTERNATIVE : L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

par Marc Bonhomme

Loin d'être un mystère, l'efficacité énergétique est une politique de choses à petites échelles et de mesures simples mais appliquées à grande échelle et systématiquement. Cette politique n'a rien à voir l'austérité, par exemple baisser le chauffage, comme lors de la panique des années 70. L'efficacité énergétique c'est dépenser moins pour un même niveau de confort, sinon un niveau supérieur : par exemple, les lampes fluorescentes compactes donnent un éclairage de qualité supérieure.

Non seulement ces lampes fluorescentes consomment-elles de 75 à 85% moins d'électricité que les lampes à incandescence, mais elles ne nécessitent aucun investissement, malgré leur prix supérieur, si on considère qu'elle dure 9 à 13 fois plus longtemps qu'une ampoule normale. Même si la maison de 1990 ne consomme que 50% de l'énergie de la maison de 1973, par unité de surface, la maison super-isolée, préfabriquée et maintenant standard en Scandinavie, ne consomme que 30% de l'énergie de la maison normale d'aujourd'hui en Amérique du Nord. Il existe des réfrigérateurs et congélateurs qui ne consomment que 10 à 20% des appareils standard de 1990. Or au Québec, en 1990, l'éclairage, le chauffage de l'eau, le fonctionnement des appareils ménagers et la climatisation des maisons et édifices comptent pour environ 50% de la consommation d'énergie électrique. Les meilleurs experts américains estiment, qu'avec la technologie existante, il est économiquement rentable de conserver de 30 à 75% de l'électricité actuellement consommée aux USA.

Qu'en est-il du développement économique et de la création d'emplois? L'efficacité énergétique, c'est aussi des moteurs électriques industriels à rendement énergétique supérieur et des processus industriels moins énergivore (aux ÉU, durant les 30 dernières années, la quantité d'énergie par unité produite a baissé de moitié). La productivité accrue due à la conservation provient d'un meilleur rendement, non de la force de travail, mais des ressources naturelles. Elle permet donc l'enrichissement d'une société sans créer de chômage. Même d'un point de vue purement capitaliste, une société qui s'éclaire, se chauffe et produit à meilleur compte est une société plus rentable et donc plus compétitive sur le marché mondial. Mais c'est surtout une société capable de satisfaire à ses besoins en gaspillant moins et en détruisant moins. Les exemples du Japon et de la Suède, avec leur bas taux de chômage et leur efficience énergétique supérieure à la nôtre, en sont la meilleure preuve. Par habitant, ces pays ne consommaient, en 1988, que 40% et 70%, respectivement, de la consommation canadienne. Parmi les pays de l'OCDE, le Canada partage avec les ÉU le douteux honneur d'être à la fois un champion de la consommation énergétique par habitant et d'avoir un des plus bas taux de croissance de la productivité du travail de 1960 à 1986. On constate aussi que la Norvège, champion mondial de la consommation d'électricité per capita, le Canada étant au deuxième rang, est aussi dans la cave du classement pour la croissance de la productivité du travail.

Mieux encore, une stratégie d'efficacité énergétique est en elle-même une stratégie de

création d'emplois. S'imaginer-t-on le nombre d'emplois créés si l'on voulait rééquiper en luminaires et fenêtres et réinsuler la plupart des bâtiments du Québec? Non seulement s'agirait-il d'un boom dans l'industrie de la construction mais aussi d'une revitalisation de notre industrie manufacturière qui pourrait ainsi se tailler un créneau dans la fabrication de produits énergiquement efficaces en Amérique du Nord, y compris dans le domaine de la préfabrication de bâtiments super-isolés. Un dollar investi dans l'efficacité énergétique crée de cinq à dix fois plus d'emplois que s'il était investi dans Grande-Baleine.

Est-ce là un projet trop grandiose et dispendieux? Si le Québec est prêt à dépenser 45 milliards \$ pour bouleverser un territoire grand comme la France, pourquoi ne serait-il pas prêt, par exemple, pour un coût de 2 milliards \$, à améliorer l'enveloppe thermique de ses bâtiments et à régler ses fournaies pour épargner près de 40% de l'énergie consacrée au chauffage résidentiel?

Comment financer une stratégie d'efficacité énergétique? L'organisme rénovateur, qui paierait les nouveaux équipements et leur installation, se rembourserait à même le prix de l'énergie épargnée par le consommateur. On séparerait la poire en deux : le consommateur verrait sa facture d'énergie baisser tout en payant un tarif plus élevé. Au départ, l'organisme rénovateur se financerait sur les marchés financiers, mais pour beaucoup moins que 62 milliards \$, puisque la conservation est beaucoup moins chère et le roulement du capital plus court (2 à 8 ans contre 25 ans et plus pour des barrages et des centrales). Le payeur de taxe n'aura rien à contribuer, à moins qu'il ne le veule.

Pourtant Hydro-Québec, pour l'an 2,000, ne propose un objectif de conservation que de 10% de ses ventes de 1990 au Québec. Durant la décennie 1990, Hydro ne prévoit affecter à la conservation que 4% de ce qu'elle consacrera à la construction et réparation d'équipements, soit 1.8 milliard \$ contre 45 milliards \$. Les estimés de potentiel de conservation d'experts non liés à Hydro laissent voir une épargne d'un peu moins de 2 Grande-Baleine d'ici 10 ans pour un coût de un cinquième à un dixième de la construction de Grande-Baleine. Sur une plus longue période, une épargne de 3 à 6 Grande-Baleine serait probablement possible si l'on se fie aux expertises étatsuniennes appliquées aux États-Unis. Hydro-Québec se contentera de l'équivalent de 80% de Grande-Baleine. Pourtant Hydro-Québec admet elle-même qu'un térawattheure conservé coûtera, en investissement, de 3 à 4 fois moins cher que le même térawattheure produit par Grande-Baleine.

L'efficacité énergétique, que voilà un bon moyen à court terme pour combattre le chômage de la récession tout en améliorant la performance économique de l'économie québécoise. Pour réussir, cependant, une stratégie de l'efficacité énergétique doit être conçue, planifiée, financée et mise en oeuvre avec la même détermination, les mêmes avantages fiscaux, la même volonté politique que la Baie James II. Simplement d'un point de vue de rentabilité capitaliste, pourquoi ne pas devenir, dans le domaine de la conservation de l'énergie, le Japon ou la Suède des Amériques? Ne serait-ce pas mieux investir notre fierté nationale?

Mais il ne s'agit pas que de cela : l'efficacité énergétique c'est la porte d'entrée vers un monde nouveau, celui du développement durable. Le développement durable s'impose

tellement à l'esprit que, comme pour la vertu, tout le monde est pour mais aucun pays ne veut le mettre en pratique. Rien d'étonnant à cela : si la décennie 80, grâce au rapport Brundtland, a consacré ce concept dans la conscience mondiale, cette même décade fut aussi celle du triomphe du capitalisme. Hors les deux sont incompatibles.

Que signifie développement durable sinon la solidarité au cube, celle dans l'espace ("... la pauvreté généralisée n'est plus inévitable...le développement durable exige de satisfaire aux besoins vitaux de tous..."), celle dans le temps ("...satisfaire aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de satisfaire aux leurs.") et celle avec la nature ("Le concept de développement durable implique nécessairement ... des limitations imposées ... par la capacité de la biosphère à absorber les effets de l'activité humaine"). Le malheur de la sociale-démocrate commission Brundtland c'est d'avoir tué le véritable sens de ce concept en le mettant au monde, en sous-entendant qu'il se conjugait avec croissance économique ("Mais la technologie et l'organisation sociale peuvent être gérées et améliorées pour ouvrir la voie à une nouvelle ère de croissance économique"), entendre accumulation du capital. Pourtant cette solidarité polyvalente impliqué par le développement durable est contradictoire avec la loi de la compétition, moteur du capitalisme.

Nous sommes à la croisée des chemins : ou bien nous nous enfonçons dans la société de consommation et c'est la barbarie; ou bien nous "achetons" du temps de vivre, seul type de "marché" qui ne détruit pas, donc haï par le capitalisme, et nous aboutissons à la société de la nature et de la culture. L'heure n'est-elle pas venu d'une "écologie de la libération"?

La nation québécoise ne pourra pas faire l'économie de s'approprier cette nouvelle vision du monde pour trouver la force de s'arracher à l'imaginaire de la Manic. Le dossier Grande-Baleine nous a révélé que, jusqu'ici, les ténors ni du monde des affaires, ni de la politique et, fait plus troublant, ni du monde du travail n'ont compris le vrai sens du développement durable. Il faudra au peuple québécois toute une Grande-Baleine d'énergie idéologique pour en venir à bout.

En exerque

**Un dollar investi dans l'efficacité énergétique crée de cinq à dix fois plus d'emplois que s'il était investi dans Grande-Baleine.**

**L'efficacité énergétique, c'est la porte d'entrée vers le monde du développement durable.**

## LE COMPLEXE HYDRO-QUÉBÉCOIS ET L'IMAGINAIRE DE LA MANIC

par Marc Bonhomme

C'est à se demander pourquoi le gouvernement du Québec et Hydro-Québec veulent bulldozer Grande-Baleine sans débat et sans étude sérieuse de l'alternative de l'efficacité énergétique. Serait-ce que la stratégie brésilienne est rentable pour les intérêts du "complexe hydro-québécois" au détriment des intérêts de la société québécoise, des nations autochtones et de la nature? Ce complexe se structure comme un noyau de firmes d'ingénierie autour duquel gravite une hiérarchie de firmes de construction et de fabricants d'équipement, pour l'approvisionnement énergétique à bon marché, même sans rabais, d'une poignée de manufacturiers énergivores, le tout sur un socle d'institutions financières québécoises, canadiennes et étrangères.

Selon le ministre québécois de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, M. Gérard Tremblay, "si on peut compter aujourd'hui sur les Lavalin, SNC et Monenco il faut en remercier les grands projets tels la Baie James, Hibernia et Alouette." (La Presse, 23/04/91) Le ministre n'aura jamais si bien dit, d'autant plus que la récession a placé Lavalin au bord de la banqueroute et mis SNC en difficulté. "Le bénéfice net du groupe SNC a glissé à 2.8 millions \$ au cours du premier trimestre de 1991, contre 4.6 millions \$ pour la même période l'an dernier." Dans ces circonstances, Grande-Baleine apparaît comme une bouée de sauvetage. "Dans le projet hydro-électrique de Grande-Baleine, le contrat de gérance de SNC est susceptible de rapporter de 50 à 60 millions \$ sur une période de cinq à six ans." (La Presse, 6/05/91)

En 1990, Hydro se procurait auprès de ses fournisseurs québécois 53% de ses biens et 94% de ses services et travaux, pour un contenu québécois global de 72% de ses achats de 2.4 milliards \$, soit 1.7 milliard \$. En 1990, 272 entreprises approvisionnaient Hydro pour au moins plus d'un million chacune, dont trois pour plus de cent millions, soit Asea Brown Boveri, une multinationale européenne, Groupe Laperrière et Verrault, une compagnie québécoise, et Générale Électrique du Canada, une multinationale étatsunienne. On aura aussi deviner qu'en particulier les firmes de construction, toujours durement frappées par une récession comme celle dans laquelle nous sommes plongés depuis 1990, crient forts pour couler du ciment. Rien d'étonnant alors de voir se constituer, au nom du développement et des emplois, un front patronal-syndical composé du Conseil du patronat, de la Chambre de Commerce, de l'Association des manufacturiers et ... de la FTQ pour obtenir le début immédiat des travaux de Grande-Baleine. Quant à la CSN, avec son oui...mais, elle essaie de satisfaire ses fédérations de la construction et de la métallurgie tout en ne troublant pas sa conscience.

Bien qu'Hydro vende son électricité à 13,000 entreprises industrielles, cette tentacule du club de l'électricité ne comprend vraiment qu'"environ 175 grandes entreprises [... qui] consomment 85% de l'électricité vendue sur une base régulière dans le marché

industriel." (document d'Hydro-Québec) Ces entreprises se concentrent dans trois secteurs. "Les ventes [d'Hydro-Québec] à l'industrie en 1990 se chiffrent à 46 twh, ou 36.5% du volume total des ventes au Québec. Trois grands types d'industries se partagent près des deux tiers de cette consommation : l'industrie des pâtes et papiers (29.9%), celle de la fonte et l'affinage (24.4%), et l'industrie chimique (10.5%)." (Rapport annuel 1990 d'Hydro-Québec) D'ici à 1996, Hydro veut augmenter cette part à 45%, soit une augmentation relative de près du quart en six ans. On connaît déjà le rôle des alumineries dans cette croissance importante mais on ne doit pas négliger nos 61 usines de pâtes et papier qui polluent pour l'équivalent de 15,000,000 de personnes. Si les alumineries expliquent 45% de l'augmentation d'électricité industrielle de 1990 à 2,006, les pâtes et papier compteront pour 17% et la chimie pour 11% (ex. le projet Soligaz rejeté par le Bureau d'Audience pour la Protection de l'Environnement comme environnementalement trop risqué).

Plus de la moitié de la croissance de la consommation d'électricité des pâtes et papier sera due, non pas à une augmentation de la production mais à "de nouveaux procédés de production à forte consommation d'électricité, tels les procédés thermomécaniques ou au bisulfite à très haut rendement". Hydro ne manque pas de souligner que ces nouveaux procédés "qui peuvent consommer plus du double de l'électricité par rapport aux anciens" économisent la ressource ligneuse et réduisent la pollution à la source. Mais elle oublie d'ajouter que ce sera au prix de l'écologie de la baie James et de ses habitants : toujours la même stratégie impérialiste de sacrifier les écosystèmes des tiers mondes du Sud et maintenant du Nord pour les régions nanties de la planète. Et si la seule solution valable c'était de réduire la production de papier-journal dont probablement plus de la moitié sert de support à la publicité... mais ceci est une autre histoire.

Reste que la partie immergée du complexe hydro-québécois demeure les institutions financières. On pourrait penser qu'avec l'URSS, l'Europe de l'Est, le Moyen-Orient après la guerre du Golfe, sans compter toute l'Afrique et l'Asie du Sud qui crient pour obtenir des investissements, le petit Québec ne compte pour rien pour le grand capital financier. Mais, à part le Koweït, qui d'entre eux est solvable? Même les secteurs immobiliers des pays développés sont en banqueroute.

L'Hydro-Québec, quant à elle, est plus que solvable. C'est même le pactole. Non seulement les emprunts d'Hydro sont-ils garantis par le gouvernement du Québec, mais surtout la capacité de payer du consommateur d'électricité québécois est à peine entamée : Wall Street n'est pas sans savoir que, dans l'État de New-York, l'électricité se paie trois fois plus cher qu'au Québec. Wall Street n'est pas non plus sans savoir que, pour une population trois fois moins nombreuse, le Québec consomme la même quantité d'électricité que cet État : le "tout à l'électricité" a transformé le Québec en un client captif du monopole hydro-québécois et de ses bailleurs de fonds. Rien d'étonnant que les plus grands noms de la finance étatsunienne (Merrill Lynch; Goldman, Sachs et Co.; Shearson Lehman Hutton; J.P. Morgan, Citicorp Securities) se précipitent pour mettre en marché les obligations d'Hydro. Bien sûr, Lévesque, Beaubien et Geoffrion et les autres courtiers en valeur de Montréal ont eu droit à leur part des 3.4 milliards \$ qu'Hydro a placé en 1990. Qui sont les détenteurs de la dette d'Hydro? Selon un cadre de sa Division des finances,

Hydro ne les connaît pas!

## **L'imaginaire de la Manic**

Comment ce complexe réussit-il à imposer ses intérêts à tout un peuple malgré sa conscience environnementale grandissante? Un sondage CROP-La Presse réalisé à la fin mai révélait que plus de la moitié des québécois "croient qu'il faudrait empêcher la réalisation de grands projets de développement économique comportant des dangers pour l'environnement, «même au risque de compromettre le développement économique ou la création d'emploi." Par contre, ces mêmes répondants, à près des deux tiers, disaient faire confiance à Hydro-Québec «pour développer de grands projets hydro-électriques dans leur intérêt» [...] tout en respectant l'environnement.»

Comment expliquer cette apparente contradiction? La campagne de peur d'Hydro-Québec de l'hiver 1990-91, à raison de 14 millions \$, y est sans doute pour quelque chose. Suggérer au Québec qu'il puisse devoir s'éclairer à la chandelle si Grande-Baleine ne se réalisait pas restera un éloquent témoignage du mépris du club de l'électricité envers la population. Plus profondément, cependant, la peuple québécois fait toujours confiance à Hydro-Québec (à plus de 80%, selon le sondage CROP-La Presse, même si la majorité désapprouvent les contrats secrets et les hausses de tarif) quand elle répète que l'hydro-électricité est propre, propre, propre. Le président d'Hydro-Québec ne manque jamais de rappeler que les dommages environnementaux seront bénins et contrôlables et que les exportations se substitueront au mazout sur la marché étatsunien.

D'où vient pareille confiance malgré le précédent de la baie James I? Dans le sondage de CROP-La Presse, on ne manque pas d'être frappé par l'écart relativement important entre francophones et non-francophones. Sur la question de la confiance à accorder à Hydro pour développer des grands projets dans l'intérêt du Québec et respectueux de l'environnement, les francophones font confiance à la société d'État aux deux tiers et les non-francophones à moins de 50%. Pourquoi cet attachement du Québec francophone et, dans une moindre mesure, non-francophone, à "son" Hydro-Québec? La nationalisation de l'électricité de 1963 et la réalisation du complexe Manicouagan-Outardes qui s'ensuivit, resteront gravés dans la mémoire collective comme une des marques indélébiles, avec les réformes de l'éducation et de la santé, de l'émergence de la nation québécoise à sa propre conscience. Ces réalisations économiques, plus encore que la Caisse de dépôt et de placement et la Société Générale de Financement, signifient aux yeux de la nation le passage du "Je me souviens" attardé de nos plaques au "On est capable" qui nous pousse à l'indépendance. Dans l'imaginaire national, la Manic est au Québec ce que la conquête de la lune est aux États-Unis.

Nul doute que le complexe hydro-québécois récolte, encore aujourd'hui, les intérêts de ce capital idéologique de la même manière que les staliniens ont vécu du capital de la Révolution d'Octobre pendant des dizaines d'années. Quel bilan doit-on faire de la nationalisation et de la Manic, une génération plus tard? Si ce n'est que pour mieux comprendre les phases I et II de la baie James, ce bilan doit se faire, en acceptant

d'avance qu'il ne soit pas tout en rose. On peut peut-être faire l'hypothèse que, malgré certains dégâts écologiques (mais il n'y eut pas détournement de rivière) et un empiètement sur le territoire innu, ces événements-symboles furent des outils authentiques du développement économique et politique du Québec. On n'avait pas développé la Manic pour devenir des scieurs de bois et des porteurs d'eau à la moderne. C'était l'Alcan qui, auparavant, avait fait cela avec le bassin du Saguenay-Lac St-Jean, de même que la Shawinigan Power et la Gatineau Power avec la St-Maurice et la Gatineau aux bénéfices des multinationales du papier. À croire que les Libéraux bourassiens d'après la Révolution Tranquille, jouant sur les apparences, eurent plus à coeur d'imiter le modèle Alcan que celui de la Manic.

Mais voilà que le cancer Alcan, les élites de la Révolution Tranquille refusèrent de l'extirper : la nationalisation de 1963 ne fut faite qu'à 75%, laissant au puissant monopole craindre son "Royaume du Saguenay". Ce ne fut pas là une erreur de parcours, mais un contre-symbole des limites de la Révolution Tranquille. L'agenda de la bourgeoisie montante n'était pas de rompre avec le marché mondial mais de moderniser le Québec pour qu'il puisse s'y intégrer en partenaire égal. La prospérité du capitalisme d'alors fit illusion et permit qu'il y en eut pour presque tout le monde, peuple compris. Il fallut attendre les crises des décades 70 et 80 pour que se révèlent les contradictions du modèle de développement de la Révolution Tranquille. On y vit que l'égalité des nations n'est qu'un slogan pour le bon peuple. La lutte titanique pour la conquête des marchés produit des hégémons, grands et petits,...et des sous-fifres. Aux Québec, Brésil et à des dizaines d'autres furent laissé le créneau, à l'intérieur de la sphère d'influence de l'impérialisme étatsunien, du pillage de leurs systèmes écologiques, nations autochtones comprises, pour nourrir l'appétit insatiable du Justicier du Globe. Les Rambo en attaché-case de Wall Street sont bien prêts à laisser de grosses miettes à leurs alliés chefs de file du complexe hydro-québécois et à la petite aristocratie ouvrière qui s'y accroche, mais aux peuples il ne reste que bas salaires, services publics tronqués et chômage.

### En exerque

**Seulement 175 grandes entreprises consomment 85% de l'électricité industriel vendue à rabais.**

**Non seulement les emprunts d'Hydro sont-ils garantis par le gouvernement du Québec, mais surtout la capacité de payer du consommateur d'électricité québécois est à peine entamée.**

**Dans l'imaginaire national, la Manic est au Québec ce que la conquête de la lune est aux États-Unis.**

## LE PQ : POUR OU CONTRE GRANDE-BALEINE?

MB - C'est comme si la fin de la prospérité de l'après-guerre, marquée par la crise du pétrole de 1973, fit accoucher la Manic de la baie James, frère jumeau du modèle Alcan. Cela devint très clair en 1979 quand le PQ publia son "Bâtir le Québec". Loin de rompre avec la Baie James I, le PQ voulut en faire la base du développement économique. Les deux orientations majeures ce manifeste économique furent "la nécessité d'utiliser au maximum les avantages comparés que constituent nos richesses naturelles [...]". En second lieu, [...] l'entreprise comme cellule de base du développement" (page 3). Plus précisément, "la disponibilité d'énergie électrique à des prix défiant pratiquement toute compétition en Amérique du Nord représente pour le Québec un avantage comparatif très important sur le plan de l'industrialisation. Le Québec a une occasion probablement unique, de créer et développer au cours des prochaines années des entreprises à forte consommation d'électricité [...] (page 387). En particulier, "l'industrie de l'aluminium est probablement celle qui offre les plus grandes perspectives de développement au Québec. [...] Le magnésium est également un métal dont la demande est en nette progression" (pages 388-389). Mais les transnationales et Wall Street n'étaient pas prêtes. Il fallut attendre 10 ans.

Aujourd'hui le PQ a beau se défendre que cette stratégie était alors nécessaire à court terme pour se débarrasser des surplus de La Grande, une lecture même superficielle de "Bâtir le Québec" montre bien qu'il engageait l'avenir. Rien d'étonnant qu'il ait refusé alors un débat public sur la politique énergétique du Québec demandé par une vaste coalition semblable à celle qui réclame la même chose aux Libéraux d'aujourd'hui. Sa récente prise de position contre Grande-Baleine est, bien sûr, la bienvenue. On reste cependant étonné de son manque de vigueur à défendre ce dossier, particulièrement qu'il se soit laissé damer le pion par le parti Égalité pour révéler la teneur des contrats secrets à l'Assemblée Nationale. D'ailleurs, quelle alternative économique préconise-t-il? Faire une semi-indépendance pour que l'Office Nationale de l'Énergie fédérale ne réclame plus d'étude d'impact de sorte à pouvoir exporter de l'électricité sans entrave?

## DE LA BAIE JAMES II AU GRAND CANAL

MB - Si le modèle de développement Manic, dans le cadre du capitalisme, débouche inévitablement sur le modèle Alcan ou Baie James, où allons-nous si nous persistons dans cette voie? Après avoir harnaché toutes les rivières du nord québécois, le complexe hydro-québécois nous entraînera-t-il dans l'aventure du Grand Canal auquel Robert Bourassa consacre un chapitre dans son livre, "L'énergie du Nord"? Selon Tom Kierans, président de "Grand Canal Company Ltd", dont le président du conseil d'administration est Louis Desmarais, frère du financier Paul Desmarais, le développement de la Baie James II va réguler le débit des rivières, ce qui facilitera la transformation de la Baie James en mer d'eau douce. Ce projet grandiose de 100 milliards \$, pour abreuver le Midwest et la Californie de plus en plus assoiffés, nécessitera la construction de cinq à six centrales nucléaires produisant les 30,000 mégawatts, soit l'équivalent du potentiel actuel d'Hydro-Québec, nécessaire au pompage.

Une fois pris au piège du cercle vicieux de la dette brésilienne, la société québécoise pourra-t-elle éviter de s'enfoncer dans ce trou noir? Une fois emmaillottée dans le carcan de ces monstrueux équipements favorisant, par leur gestion centralisée et leur long temps d'amortissement, la mainmise du Grand Capital et son militarisme, la société québécoise sera-t-elle capable de faire sauter les chaînes?

## CONTINENTALISME ÉNERGÉTIQUE ET LIBRE-ÉCHANGE

MB - Les milieux d'affaires canadiens anglais, dans le cadre du libre-échange canado-étatsunien, s'embarquent, eux-aussi, dans le continentalisme énergétique prôné par les ÉU (pétrole, gaz naturel, uranium et hydro-électricité). Rejetant toute "politique nationale de l'énergie" [PEN] à la Trudeau et même ce fondement économique de la Confédération qu'était la "politique nationale" de MacDonald, le parti Conservateur, alliance fragile (maintenant en décomposition) de bourgeoisies régionales dont la fortune est liée à l'exploitation de ressources naturelles, a fait faire un bond qualitatif à la soudure Canada-ÉU mise en place par le tandem McKenzie King-C.D. Howe depuis la deuxième grande guerre. Dans la mesure où le complexe hydro-québécois s'inscrit dans cette stratégie de la dépendance, ni lui ni le gouvernement étatsunien n'ont intérêt à déstabiliser le Canada. Tout au plus admettront-ils une souveraineté-association, caricature de l'indépendance, qui laissera intact ces leviers de la puissance économique et politique que sont la Banque du Canada et l'armée. Ce que souhaite l'establishment étatsunien n'est-ce pas un Canada uni, mais affaibli, donc décentralisé, pour à la fois le contrôler et le manipuler en jouant ses parties les unes contre les autres, utilisant pour ce faire nationalisme et régionalisme?

### **Rente et petits jeux d'Ottawa**

Cette transformation du Canada en Sibérie du Nord crée une situation de rente à s'accaparer. Quelle part du financement Toronto obtiendra-t-elle; quelles compagnies équiperont les centrales; le projet Soligaz, grâce à l'électricité bon marché, se réalisera-t-il aux dépens de Sarnia? Cette souque à la corde fragilise ce pays de nations et régions mal intégrées qu'est le Canada (à ce titre le Canada ressemble plus à l'URSS qu'aux ÉU, toutes proportions gardées). Si Bay Street doit perdre son "arrière pays", le restant du Canada, qui assurait la prospérité du Sud ontarien, il bataillera avec d'autant plus d'acharnement pour arracher sa part de rente aux classes d'affaires du Québec et de l'Ouest. Loin de s'unir donc contre le capital financier étatsunien qui veut mettre la main sur le gros morceau, chacun des protagonistes veut s'assurer ses bonnes grâces pour obtenir la plus grosse part du restant. Si du temps de la PEN on pouvait parler d'une lutte d'Ottawa contre une alliance Ouest-Québec-Washington, maintenant il s'agit plus d'une bataille de coqs dans le poulailler canadien sous le regard amusé... et intéressé du renard.

C'est dans ce contexte que les tergiversations d'Ottawa par rapport à son rôle dans l'examen environnemental de Grande-Baleine doivent se comprendre. Un jour le gouvernement conservateur joue au dur, menaçant le complexe hydro-québécois d'une étude d'impact globale sur les routes et barrages avec processus d'audiences publiques, le jour d'après il déclare ne vouloir que réviser les études préparées par Hydro-Québec. Le coq à la feuille d'érable veut sa part mais le maître ne veut pas que le projet soit compromis. Si quelques dirigeants autochtones et certains environnementalistes canadiens-anglais, et même québécois, souhaitent une intervention musclée d'Ottawa, ils

se préparent des lendemains amers. A moins que leur but inavoué soit plus de mettre le Québec à sa place que l'intérêt de leurs peuples et de la nature.

## POUR MÊLER LES CARTES, LE "FORUM GRANDE-BALEINE"

MB - Pour mêler les cartes, alors qu'existe déjà la Coalition pour un débat public sur l'énergie [CDPE], s'est constitué un "Forum Grande-Baleine" soutenu par la très conservatrice Union québécoise pour la conservation de la nature, pépinière de sous-ministres pour le ministère de l'environnement, de la fédération des ACEF qui joue sur les deux tableaux et de la CSN qui s'est retirée de la CDPE.

Ce Forum "neutre et impartial" (la CDPE étant sans doute une bande d'excités parlant à travers leur chapeau) prétend faire un examen scientifique et approfondi de Grande-Baleine à travers une série de colloques, grâce à l'aide financière d'Environnement Canada. Cet aréopage d'éminentes personnalités prétend y arriver sans situer Grande-Baleine dans le cadre d'un débat sur la politique énergétique du Québec et surtout sans réclamer un moratoire sur les travaux qui pourraient commercer dès cet été ou cet automne. Ce genre de contradiction n'est pas prêt d'arrêter M. David Cliche, son âme dirigeante, qui fut, et sera, candidat péquiste, puis négociateur de la Convention de la Baie James, d'abord pour les cri, ensuite pour le gouvernement canadien. Si d'aucun appelle cela de la neutralité et du professionnalisme, d'autres parlent tout simplement d'opportunisme et de carriérisme.

Ce Forum n'est qu'une grossière manoeuvre de diversion visant à concentrer l'attention seulement sur l'aspect environnemental, particulièrement les procédures d'examen (effectivement très anti-démocratiques) et à marginaliser la CDPE pendant que les bulldozer réchauffent leur moteur.

## ORDRE DES TEXTES POUR LE DOSSIER

1. POUR ÉVITER UN AUTRE OKA (1 page)
2. LES CRIS VEULENT RESTER AU QUÉBEC....
3. LE SYNDRÔME BRÉSILIEN (1 page)
4. LES CONTRATS SECRETS, CADEAU AUX MULTINATIONALES  
encadré ds 2 ou 3
5. GRANDE-BALEINE ET L'EMPLOI (1 page)
6. LE QUÉBEC A-T-IL BESOIN DE PLUS D'ÉLECTRICITÉ?  
encadré ds 3 ou 5
7. D'UN SYSTÈME ÉCOLOGIQUE DYNAMIQUE À UNE MASSE D'EAU STAGNANTE
8. UNE STRATÉGIE ALTERNATIVE : L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE (2 pages)
9. LE COMPLEXE HYDRO-QUÉBÉCOIS ET L'IMAGINAIRE DE LA MANIC (3p)
10. LE PQ : POUR OU CONTRE GRANDE-BALEINE?  
encadré ds 7 OU 9
11. CONTINENTALISME ÉNERGÉTIQUE ET LIBRE-ÉCHANGE  
encadré ds 7 OU 9
12. DE LA BAIE JAMES II AU GRAND CANAL  
encadré ds 7 OU 8
13. POUR MÉLER LES CARTES, LE "FORUM GRANDE-BALEINE"  
encadré ds 9

